

FAILLITE DE LEHMAN BROTHERS

Six ans après, il y a encore des leçons à tirer!

Henry Paulson, farouche apôtre du libre marché, est devenu le secrétaire au Trésor le plus interventionniste de l'histoire de son pays.

KHALID ADNANE

Économiste à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke

Lundi marquera le sixième anniversaire de la faillite de la banque américaine Lehman Brothers. Une banqueroute qui a ébranlé les fondements du système financier international et qui a été le déclencheur de la pire crise économique depuis la Grande Dépression de 1929. Une crise qui eut aussi des répercussions titanesques, notamment sur la situation financière de nombreux gouvernements, à commencer par celui des États-Unis. Plusieurs enseignements peuvent être tirés de cet épisode singulier de notre histoire économique récente, dont trois que l'on juge incontournables.

Marché autorégulateur

En premier lieu vient la capacité du marché à s'autoréguler. Depuis la fin des années 1970 et le début des années 1980, on a assisté dans l'ensemble des pays industrialisés à un important renversement de paradigme qui s'inscrivait dans la foulée de la révolution néolibérale. Cette révolution, instaurée d'abord en Grande-Bretagne par Margaret Thatcher et poursuivie ensuite aux États-Unis par Ronald Reagan, proposait une vision où la primauté du marché était devenue incontestée et où le retrait de l'État de la sphère économique était jugé indispensable à la bonne marche de la machine économique et au redressement des finances publiques. Concrètement, cela s'est traduit par une vague de privatisations, de réformes de programmes sociaux, mais surtout par des dérèglementations diverses, notamment dans le secteur financier.

Or, la crise de 2008 a démontré plus que jamais que le marché autorégulateur, en particulier dans la sphère financière, était un pur mythe. Sans l'en-

Dans un marché décloisonné et un système financier de plus en plus interconnecté et interdépendant, un gros joueur est protégé de facto, car il représente un risque systémique

cadrement des pouvoirs publics, il est capable des pires dérapages, pouvant même devenir une menace pour la stabilité, voire la viabilité, du système économique. C'est pour cette raison que dans les dernières années, les États se sont tous engagés, notamment dans le cadre des accords de « Bâle III », à renforcer la réglementation du secteur bancaire afin de mieux encadrer ses activités et pour éviter une répétition du scénario noir de 2008.

« Too big to fail »

Il s'est développé dans les deux dernières décennies une sorte de croyance accolée directement sur le phénomène de globalisation. Ainsi, dans un marché décloisonné et un système financier de plus en plus interconnecté et interdépendant, un gros joueur est protégé de facto, car il représente un risque systémique. Autre-



Une enseigne de la banque Lehman Brothers entre à la maison de vente aux enchères Christie's, à Londres, en septembre 2010, avant le début de la vente de la collection de la compagnie défunte.

ment dit, les pouvoirs publics allaient courir à son secours au moindre faux pas, car il devient une menace pour l'ensemble du système.

Et c'est ce que Dick Fuld, président de Lehman Brothers, avait exactement cru jusqu'à la toute fin: il était convaincu que le gouvernement américain (et Henry Paulson, secrétaire au Trésor à l'époque) allait trouver — et financer — un acheteur pour sa compagnie. Dans son esprit, si on avait ouvert les vannes du Trésor public pour organiser le sauvetage de petits joueurs comme la banque Bear Stearns, pourquoi en serait-il autrement dans son cas? D'autant plus qu'une semaine seulement avant que Lehman Brothers dépose son bilan et se mette sous la protection du chapitre XI de la loi américaine sur les faillites, Paulson venait de nationaliser carrément les deux grands joueurs du marché immobilier américain et responsables de la garantie de prêts hypothécaires, Fannie Mae et Freddie Mac.

Or, l'histoire ne s'est pas passée comme le souhaitait Dick Fuld, car Paulson voulait éviter à tout prix l'aléa moral [moral hazard en anglais]. Il tenait fermement à envoyer un message clair au marché: le gouvernement ne sera pas là pour réparer les pots cassés chaque fois qu'un joueur « irresponsable » s'engage. Pour lui, l'irresponsabilité, ça se paye et elle fait partie des règles du jeu, les règles du marché.

Politique appliquée 101

Enfin, le grand et célèbre économiste John Maynard Keynes avait affirmé: « La difficulté [pour un décideur] n'est pas de comprendre les idées nouvelles, mais d'échapper aux idées an-

ciennes. » Ça s'appelle tout simplement le pragmatisme et c'est le troisième et dernier enseignement à tirer de la faillite de Lehman Brothers.

En effet, longtemps on a cru que la décision politique devait être parfaitement fidèle à la ligne idéologique du décideur, une sorte de superposition entre l'action et les idées. Or, la conduite des affaires publiques est loin d'être aussi simple et aussi linéaire. Et une des exigences fondamentales de la gouvernance est justement la capacité du décideur à s'adapter au contexte et à l'environnement dans lesquels il prend ses décisions, y compris les ressources à sa disposition et les contraintes auxquelles il doit faire face. Cela suppose qu'il puisse parfois dévier de sa trajectoire idéologique coutumière (et très confortable) afin de pouvoir prendre la décision optimale possible dans l'intérêt de ses citoyens.

Une posture que plusieurs décideurs politiques dans l'histoire avaient accepté d'adopter et que Paulson avait favorisée à son tour, tout de suite après l'onde de choc créée par la faillite de Lehman Brothers sur les marchés: en se portant d'abord au secours d'AIG (American International Group) à hauteur de quelque 180 milliards de dollars, et en annonçant, par la suite, le fameux 700 milliards de dollars pour renflouer le système bancaire.

Du coup, Henry Paulson, cet ancien président de Goldman Sachs, farouche défenseur du libre marché et de la non-ingérence de l'État dans l'économie, était probablement devenu le secrétaire au Trésor le plus interventionniste de l'histoire de son pays. De quoi faire se retourner (de joie) Keynes dans sa tombe!

L'État islamique et l'islam dans tous ses états

Ce n'est pas en répétant qu'il s'agit d'une religion de paix qu'on la conciliera avec la modernité et les droits de la personne

HASSAN JAMALI

Auteur de Coran et déviation politique (Éditas, édition de l'AS) et coauteur de Religions et laïcité (à paraître le 24 septembre chez Fidés)

A la suite de la prise de Mossoul par les combattants armés de Daesh (l'État islamique), et particulièrement après la décapitation, devant le monde entier, de deux journalistes américains, quelques voix musulmanes se sont indignées: « Ce n'est pas la vraie version de l'islam! » Ou: « Ce n'est pas l'islam authentique. »

Après les attentats d'al-Qaïda aux États-Unis et en Europe, nous avons déjà entendu les propos semblables, lesquels insistaient sur la nature pacifique de l'islam.

Pourtant, un grand malaise s'installe au sein des musulmans, dans les pays musulmans et aussi parmi les musulmans d'Occident. Dans les pays musulmans, les groupes islamistes représentés par les Frères musulmans et les mouvements dérivés critiquent Daesh sans avouer que ce dernier ne fait qu'appliquer, à sa façon, leur théorie de l'État islamique à construire. Nous avons du mal à croire à la sincérité de l'Arabie saoudite lorsque le grand mufti de la Mecque, Abdul Aziz al-Asheikh, déclare dans la foulée que « l'extrémisme et l'idéologie de groupes tels que l'État islamique sont contraires à

l'islam, sont le plus grand ennemi de l'islam et les musulmans en sont les premières victimes », pendant qu'un tribunal saoudien vient de condamner un jeune libéral, Raef Badawi, à 10 ans d'emprisonnement, à 1000 coups de fouet et à une amende équivalant à 300 000 \$ CAN pour avoir défendu la liberté religieuse. En plus, le grand mufti ne dit pas en quoi l'idéologie des groupes djihadistes diffère de celle du pouvoir saoudien.

À l'époque déjà, le pouvoir des talibans et d'autres pouvoirs islamistes n'ont pas provoqué beaucoup d'indignation chez les musulmans, malgré les exécutions des penseurs ou la lapidation des femmes adultères, ou lorsque ces pouvoirs imposaient le port du voile à toutes les femmes de leurs pays. Même le penseur islamiste très « modéré » Tarik Ramadan n'a pas trouvé mieux que proposer un moratoire sur la lapidation des femmes adultères!

Pourtant, beaucoup de musulmans, partout, y compris dans les villes occidentales, ont manifesté pour condamner à mort l'auteur des versets sataniques et les dessinateurs des caricatures du prophète.

On ne peut expliquer le malaise provoqué par le succès de Daesh et la participation des milliers de jeunes occidentaux au djihad à son côté, qu'en avouant que la doctrine intégriste wahhabite (la doctrine officielle de l'Arabie saoudite) domine l'islam d'aujourd'hui.

Comment reprocher à Daesh les exécutions

de ceux qui refusent de se convertir à l'islam ou de payer la *djizia* (un impôt spécial exigé des non-musulmans), sans remettre en question l'application de la charia? Comment reprocher à Daesh l'exécution des mécréants, la lapidation de la femme adultère, les coups de fouet pour ceux qui boivent de l'alcool, tout en étant pour l'application de la charia? Qui, parmi les musulmans croyants et les islamistes qui s'opposent à Daesh, peut prouver que les actions de Daesh ne sont pas conformes à la charia? Eux, dans le meilleur des cas, préfèrent l'appliquer d'une façon plus « soft » ou sélective.

Or, ce n'est pas en répétant que l'islam est une religion de paix, même en s'appuyant sur des versets coraniques, que l'on concilie l'islam avec la modernité et le respect des droits de la personne. Les musulmans qui veulent vivre un islam pacifique et moderne (et non pas « modéré ») doivent rompre définitivement avec la pensée islamique dominante et se débarrasser d'un héritage lourd qui les plonge dans la violence et les guerres civiles.

Or, les conditions minimales d'un islam moderne sont les suivantes: Il suffit de croire en Dieu et son prophète pour être musulman;

Détruire tout lien entre politique et religion; **Désacraliser** le texte coranique; Déclarer que les versets violents sont inopérants; Déclarer les lois de la charia caduques.

Faire simple



DAVID DESJARDINS

Il existe de ces moments de pur délire dans le milieu de l'information qui vous donnent envie de lever les bras au ciel.

De découragement? Meuhnon, voyons. C'est pour célébrer l'abondance médiatique que produit cette époque féconde, surtout en opinions. Des avis qui, souvent, valent bien le prix qu'on en demande en cette ère de gratuité.

Je pense à cette épiphanie d'un animateur de radio qui réalisait soudainement ce qu'il croyait jusqu'ici impensable: il se pourrait que, finalement, Québec n'obtienne pas de franchise pour une équipe de hockey. Et le cas échéant, que l'amphithéâtre nouveau soit un de ces éléphants blancs qui s'empiffrent aussi goulûment d'argent public que s'il s'agissait de cacahuètes.

Avouez qu'on peut difficilement faire plus attendrissant que ce soudain accès de lucidité.

Mais je me demande ce qui est le plus touchant. Qu'un commentateur omnipotent concède, le cœur brisé, la possibilité d'être privé du retour de ses Nordiques? Ou que, choqué par l'état des finances publiques, il prenne finalement la mesure de cet investissement fait à l'aveugle, un acte de foi qui commandait de faire le premier pas dans le vide en espérant que la divine main de Gary Bettman nous attirerait au vol?

Peu importe, ce qui compte, je suppose, c'est de voir la lumière. Même si c'est un peu (trop) tard.

Rappelons quand même les chiffres, pour le plaisir, en cette ère d'austérité: 400 millions pour bâtir l'édifice, sans garantie d'obtenir une franchise d'équipe, sans un sou du privé qui se contentera bien commodément de la gestion des lieux, avec quantité de providentielles échappatoires au contrat en cas de béance de LNH.

Tout cela n'avait pourtant pas l'air de choquer notre commentateur autrefois. Ni d'ailleurs ceux du *Journal de Québec* ou des stations de radio concurrentes, qui rivalisaient toutes afin de surfer sur la vague du retour des Nordiques.

C'était à leur tour de passer au guichet, la culture avait déjà tellement reçu, disaient-ils, il fallait bien que le sport profite enfin des largesses de l'État.

Qu'importe s'il leur fallait compromettre leurs principes, mis à mal par cette position qui les obligeait à d'intenable contorsions idéologiques. Un cataplasme de hockey trempé dans la nostalgie atténuerait la douleur.

Mais surtout, répétaient-ils, la population aurait enfin quelque chose qu'elle souhaite vraiment, et non pas ce qu'une élite choisit pour elle.

Ce qui nous ramène à l'état de l'information, aussi abondante que médiocre, et dont de nombreux acteurs, ici comme ailleurs, régurgitent le même gruaud idéologique voulant qu'ils incantent le contrepoids à la propagande gauchiste des médias institutionnels. Des nouvelles pour le vrai monde.

Qu'importe s'ils confondent l'émotion et l'opinion. Tant pis s'ils amalgament le doute à la paranoïa, et si la moindre nouvelle sur la menace de l'habitat naturel des bélugas à Cacouna ne peut, selon eux, qu'être le fruit d'un complot ourdi par quelque groupe de gogos barbus qui font manger les journalistes dans leur main.

Comme chez Fox News, parfait modèle de ce « contre-pouvoir médiatique », la vérité compte bien peu s'il s'agit de répondre au discours ambiant.

Surtout si ce discours ne plaît pas aux auditeurs que l'on considère non pas tout à fait comme du bétail, mais très certainement comme un marché.

Dans *Anchorman 2*, une satire des médias des années 80, le personnage de Ron Burgundy connaît l'apogée de son succès lorsqu'il propose que le bulletin qu'il anime ne livre pas aux téléspectateurs les nouvelles dont ils ont besoin, mais celles dont ils ont envie.

Source de rires gras et d'humour débile, le film est pourtant loin de la caricature. Si bien qu'entre deux farces pour ados attardés dans mon genre, on grince pas mal des dents. Des vidéos d'animaux, des faits divers élevés en catastrophes nationales, des poursuites en voiture et des célébrités qui amputent leur tendre moitié de leur membre viril: rien de ce que propose cette fiction n'est finalement trop colon pour le réel.

Et dans ce réel, *Le Devoir*, comme vous l'avez sans doute lu, traverse une mauvaise passe financière, conséquence d'une crise qui est double.

Celle des journaux, des magazines, fabriquée de toutes pièces par des petits génies de la pub qui ont décidé de les assassiner avant l'heure. Mais aussi une crise sociale où le droit sacré du public à une information de qualité n'a plus de sens si la population ne fait pas l'effort de se nourrir d'autre chose que de malbouffe médiatique.

Mais l'imprimé n'est pas seul à se battre contre l'info-poubelle. Aux côtés de quelques allumés du Web, c'est un papy qui fait de la résistance.

De ceux qui croient à des vieilleries, comme « fais ce que dois », alors qu'il est tellement plus commode de faire simple.

ddesjardins@ledevoir.com

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Antoine Robitaille (éditorialiste, responsable de la page Idées), Jacques Nadeau (photographe), Michel Garneau (caricaturiste); information générale: Isabelle Paré (chef de division), Caroline Montpetit (affaires sociales), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Mélanie Loisel et Philippe Orfalli (reporters); information politique: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Héléne Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Béclair-Cirino et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau et Brian Myles (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter); Véronique Chagnon et Louis Gagné (pupitre); information culturelle: Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et François Lévesque (reporters), Julie Carpentier (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins, Eric Desrosiers, Jessica Nadeau et Karl Retton-Parazzelli (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); information internationale: Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Emilie Folie-Boivin (pupitre); équipe internet: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier, Benoît Mungler, Philippe Papineau et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Sophie Chartier et Florence Sara G. Ferraris (assistants); correction: Andrée Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (secrétariat); Laura Pelletier et Arnaud Stopa (commis); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Vanessa Racine (Ottawa); PUBLICITÉ Edith Caron (adjointe), Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Evelyne De Varennes, Amel Elimam, Nathalie Jobin (par intérim), Claire Paquet, et Chantal Rainville (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétaire), PROMOTION Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin et Nathalie Zemaits; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Maxime-Olivier Leclerc (coordonnateur du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Isabelle Sanchez; ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Florentina Draghici, Céline Furoy et Véronique Pagé.